
**3^{ème} convention nationale
de présentation du projet
2012**

**LE RENDEZ-VOUS
DE L'AMBITION**

Protéger et préparer l'avenir
des enfants de France



SOMMAIRE

L'AMBITION D'UNE FRANCE QUI GAGNE ET PORTE HAUT SES VALEURS _____ 3

1. *PROMOUVOIR UNE EUROPE FORTE ET PROTECTRICE* _____ 6

2. *ETRE A LA POINTE DU COMBAT POUR UNE MONDIALISATION EQUITABLE* _____ 10

3. *RENFORCER L'ESPRIT D'AUDACE ET DE CONQUETE* _____ 12

L'AMBITION D'UNE FRANCE QUI GAGNE ET PORTE HAUT SES VALEURS DANS LA MONDIALISATION

Lors de la première convention nationale de synthèse, « le rendez-vous du courage », l'UMP a avancé des propositions économiques et sociales qui permettront à la France de rester une terre de production et de continuer à créer des richesses et des emplois. Nous avons réaffirmé que notre modèle social n'était viable que si nous défendions en permanence l'équilibre des droits et des devoirs.

Lors de la deuxième convention, « le rendez-vous du rassemblement », nous avons manifesté notre volonté de réconcilier la réussite individuelle et la réussite collective en investissant dans l'éducation de nos enfants et dans le renforcement du pacte républicain.

Avec cette troisième convention, **nous présentons notre ambition pour la France en Europe et dans le monde.**

Une donne internationale bouleversée

L'émergence de nouvelles puissances, la financiarisation de l'économie, le développement des nouvelles technologies, les bouleversements géopolitiques en Afrique et dans le monde arabe, l'explosion des échanges internationaux ont complètement changé la donne internationale en quelques décennies.

Tout est devenu mobile : les idées, les personnes, les biens, les capitaux... Même la puissance, qui semble s'affirmer en Asie quand l'Europe et les Etats-Unis voient leur leadership remis en cause.

Avec la mondialisation, l'homme voit s'ouvrir des perspectives nouvelles : la capacité de créer, d'échanger, de rencontrer est démultipliée. Pas seulement pour une élite mais pour une immense part de la population.

Mais la mondialisation porte aussi en elle des fissures, des effets pervers et même d'authentiques dangers contre lesquels les dirigeants politiques ont le devoir de protéger leurs concitoyens : concurrence déloyale, délocalisations, atteintes graves à l'environnement, spéculation financière, immigration clandestine, circulation sans maîtrise de biens dangereux : armes, faux médicaments, drogues...

De manière légitime, beaucoup de Français sont inquiets de voir s'effriter les repères sur lesquels ils s'appuyaient. Ils se sentent parfois démunis. Comme s'ils perdaient la maîtrise de leur destin. A la peur du déclin collectif face à l'affirmation de nouvelles puissances s'ajoute la peur du déclassement personnel, pour soi et ses enfants...

Un défi historique que nous allons relever avec ambition

Notre majorité est pleinement consciente de ces peurs et des menaces de la mondialisation. Nous ne croyons pas à « une mondialisation heureuse » ou à « la fin de l'histoire ». La France est face à un défi historique et il n'est pas question d'éluder les problèmes.

Avec le président de la République, nous nous battons pour la protection des Français et l'amélioration de la compétitivité de la France. Nous ne croyons pas à la « démondialisation ». Le repli sur soi n'est pas une solution, c'est le synonyme d'un déclin progressif et d'une perte de prospérité pour tous les Français. Ce serait la fin du rayonnement et de l'indépendance de la France.

Si nous voulons garder la maîtrise de notre destin et peser sur l'avenir du monde, **si nous voulons protéger et préparer l'avenir de nos enfants, nous devons honorer le rendez-vous de l'ambition.**

PROMOUVOIR UNE EUROPE FORTE ET PROTECTRICE

L'affaiblissement de l'Europe serait un drame pour la France. Nous voulons une Europe forte et protectrice, une Europe qui refuse la naïveté et défend les intérêts des Européens et des Français. La France doit proposer de changer l'Europe, dans ses institutions mais surtout dans ses dogmes et dans ses politiques. La France travaille dans cet esprit en coordination avec tous nos partenaires, et notamment avec nos voisins allemands.

ETRE A LA POINTE DU COMBAT POUR UNE MONDIALISATION EQUITABLE

Nous affirmons la vocation mondiale de notre politique étrangère. La France n'est pas un petit pays, ce n'est pas une puissance moyenne. Elle doit continuer à porter un message universel avec force mais sans arrogance. Elle doit continuer à œuvrer pour la paix et le respect des droits de l'homme, et à promouvoir une mondialisation équitable :

- ✓ dans ses relations bilatérales avec les Etats tiers ;
- ✓ par l'action de la France dans les organisations multilatérales ;
- ✓ par sa capacité à être une puissance militaire et nucléaire respectée sur la scène internationale, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

RENFORCER L'ESPRIT D'AUDACE ET DE CONQUÊTE

Contre les partisans de la « démondialisation », nous voulons renforcer l'esprit d'audace et de conquête. Nous souhaitons tourner notre économie, et tout spécialement nos PME, vers l'export. Pour nous, les pays émergents et les pays les moins avancés doivent être considérés comme des partenaires et des clients potentiels. Dans cet esprit, nous voulons capitaliser sur nos atouts, à commencer par la communauté des Français de l'étranger et par la communauté francophone. Par ailleurs, nous assumons le maintien d'un effort budgétaire important en faveur de la Défense nationale : elle n'est pas une variable d'ajustement budgétaire mais un élément essentiel de notre souveraineté.

RAPPEL : OBJECTIF « DEFICIT 0 »

Nous proposons pour la France un retour à l'équilibre des finances publiques : chaque nouvelle dépense publique doit être compensée par des économies au moins équivalentes en contrepartie. Dans son ensemble, le projet que nous proposons pour la France « coûte » 0€.

Avec l'UMP, la France est au rendez-vous de l'ambition

- ✓ **Le rendez-vous de l'ambition**, c'est valoriser l'esprit d'audace et de conquête ; c'est miser sur le talent des Français ; c'est tourner notre économie vers l'export, notamment dans les pays émergents, pour tirer profit de la croissance mondiale.
- ✓ **Le rendez-vous de l'ambition**, c'est refonder les échanges internationaux sur le principe de réciprocité et promouvoir une Europe forte et protectrice, capable de promouvoir des politiques industrielles innovantes.
- ✓ **Le rendez-vous de l'ambition**, c'est refuser une mondialisation sans règles ; c'est faire avancer une mondialisation équitable, respectueuse des hommes et de la planète.
- ✓ **Le rendez-vous de l'ambition**, c'est affirmer l'indépendance et le rayonnement de la France, c'est porter nos valeurs et défendre nos intérêts, en capitalisant sur nos atouts, à commencer par la communauté française à l'étranger, la francophonie, la culture et nos capacités militaires.

1. PROMOUVOIR UNE EUROPE FORTE ET PROTECTRICE

1. Pour des industries fortes en Europe, la fin du dogme de la libéralisation et de la concurrence

L'Union européenne a œuvré depuis 50 ans à la suppression des barrières aux échanges et des distorsions de concurrence, dans une logique d'intégration économique. Aujourd'hui, les économies européennes sont intégrées. La priorité pour l'Union européenne n'est donc plus dans la libéralisation et la concurrence, mais dans la promotion de l'emploi et de la croissance, dans un contexte de mondialisation et de concurrence internationale qui peut se révéler déloyale.

► Un commissaire commun à la concurrence et à la politique industrielle

Nous voulons que l'Europe n'entrave plus la constitution de champions européens de l'industrie et des services, comme cela a pu être le cas par le passé au travers de la politique européenne de concurrence, mais au contraire qu'elle facilite leur émergence, à travers une vraie politique industrielle.

Pour incarner ce changement stratégique, nous souhaitons tout d'abord, sur le plan institutionnel, nommer un commissaire commun à la concurrence et à la politique industrielle.

► Priorité à la croissance, à l'emploi et à la création de richesses

Nous souhaitons également que l'Union européenne n'ait plus un *a priori* négatif à l'égard des entreprises de taille importante mais qu'elle tienne compte dans ses analyses de l'intérêt pour l'Europe de disposer de champions de taille mondiale. De la même manière, nous voulons que l'Union européenne n'ait plus un *a priori* négatif vis-à-vis des aides d'Etat, mais qu'elle en apprécie les effets réels à moyen et long terme sur l'emploi et la création de richesses en Europe.

► Le soutien aux PME, une priorité à l'échelle européenne

Nous avons présenté lors du « rendez-vous du courage », consacré au volet économique et social de notre projet pour 2012, une série de propositions pour faire du prochain quinquennat le quinquennat des PME conquérantes. Ce souci d'accompagner la croissance et le développement des PME doit être au cœur des politiques européennes.

Nous souhaitons notamment que la Banque Européenne d'Investissement (BEI) renforce son intervention auprès des PME. Entre 2008 et 2010, 150 000 PME ont bénéficié du concours de la BEI. Il faut aller bien au-delà pour soutenir les entreprises qui innovent, créent de l'emploi et exportent.

Le Programme Cadre de Recherche et de Développement (PCRD) est un outil de financement essentiel pour l'innovation en Europe (50 milliards d'euros pour le 7^{ème} PCRD couvrant la période 2007-2013). Nous voulons que le prochain PCRD mise davantage sur les PME :

- ✓ d'une part en simplifiant les démarches pour les entreprises candidates à des financements ;
- ✓ d'autre part, en conditionnant une part importante des financements à la participation de PME aux projets de recherche.

Enfin, nous voulons une accélération de l'application des mesures de simplification pour les PME, décidées dans le cadre du *Small Business Act* à l'europpéenne, adopté pendant la présidence française de l'Union européenne.

► Une indépendance et une sécurité alimentaires renforcées

Dans un monde où l'alimentation peut devenir source de conflits, s'affirmer comme une puissance agricole n'est pas un luxe. Nous comptons maintenir un budget ambitieux pour la politique agricole commune et affermir le principe fondateur de la PAC : la préférence communautaire.

2. La réciprocité, principe fondamental des relations commerciales

Nous souhaitons mettre tout en œuvre, au niveau européen, pour que les relations commerciales s'organisent autour du principe de réciprocité. Nous refusons que l'Europe s'engage dans des négociations commerciales inéquitables. L'Europe doit défendre dans les négociations commerciales, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales, un principe de réciprocité. Réciprocité dans l'ouverture des marchés. Réciprocité dans les normes, notamment sociales et environnementales qui sont appliquées.

► Une « taxe réciprocité » aux frontières de l'Europe

Nous souhaitons que ce principe de réciprocité dans les relations commerciales se traduise par la mise en place de « taxes réciprocité » aux frontières de l'Europe : la fiscalité sera modulée afin de corriger les phénomènes de concurrence déloyale de la part de pays n'ayant pas les mêmes normes sociales, environnementales, mais également économiques (contrôle des aides d'Etat...) que l'Europe.

Ces « taxes réciprocité » intégreront notamment la « taxe carbone » aux frontières de l'Europe.

Afin d'assurer leur conformité à l'OMC, ces taxes seront ciblées et liées à des conventions internationales identifiées (normes de l'Organisation internationale du travail, Convention sur la diversité biologique, Protocole de Kyoto etc...).

► Pas d'accès aux marchés publics sans réciprocité

Nous souhaitons que ce principe de réciprocité s'applique à l'accès aux marchés publics : l'Europe ne doit autoriser l'accès à ses marchés publics qu'aux entreprises des pays qui, en retour, ouvrent l'accès à leurs marchés publics.

3. L'intégration économique et fiscale à 17 dans la zone euro

► Un gouvernement économique de la zone euro

Dans la continuité des avancées promues par le président de la République et la chancelière allemande, nous nous engageons en faveur d'un véritable gouvernement économique de la zone euro. Nous voulons notamment qu'un Sommet de la zone euro se réunisse au niveau des chefs d'Etat, en tant que de besoin et au moins six fois par an. Ce Sommet devra disposer d'un secrétariat permettant d'assurer le suivi de ses décisions.

► Une assemblée parlementaire de la zone euro

Nous proposons de créer une Assemblée parlementaire de la zone euro regroupant des députés européens de la zone euro et des représentants des Parlements des Etats de la zone euro. Elle assumera un rôle de contrôle et de suivi des décisions prises lors des Sommets de la zone euro. Cette assemblée donnera une légitimité démocratique plus forte aux décisions européennes.

► Une règle d'or et une plus grande convergence fiscale

Nous voulons également que les politiques budgétaires et fiscales des Etats membres de la zone euro soient plus cohérentes entre elles. Sans cette cohérence, nous devons à nouveau faire face à des crises telles que celle que nous traversons aujourd'hui, du fait de politiques nationales trop laxistes et mal articulées avec la politique monétaire commune. Sans cette cohérence, nous continuerons à faire face à des phénomènes de *dumping* fiscal et de concurrence déloyale, qui nuisent à la cohésion de la zone et diminuent les recettes fiscales.

Conformément aux annonces de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel, nous nous attacherons à ce que l'ensemble des Etats membres de la zone euro mettent en place une règle d'or d'ici à fin 2012, de préférence de niveau constitutionnel.

Nous souhaitons qu'un pays ne puisse intégrer la zone Euro sans avoir préalablement mis en place une règle d'or.

Nous proposerons enfin à d'autres Etats membres de la zone euro de rejoindre l'initiative de convergence fiscale déjà engagée avec l'Allemagne, notamment sur l'impôt sur les sociétés.

4. Relancer des projets entre Etats pionniers, en commençant par le moteur franco-allemand

Sans contradiction avec les politiques européennes mais au-delà de celles-ci, à l'image de l'accord de coopération franco-britannique dans le domaine de la défense signé en novembre 2010 ou de la coopération franco-espagnole dans la lutte antiterroriste, les Etats européens qui le peuvent et le veulent, doivent s'engager dans des coopérations étroites dans différents domaines et notamment industriels.

Ces avant-gardes ne doivent pas être vues comme des clubs d'Etats qui excluent leurs voisins européens mais comme des initiatives ouvertes à ceux qui souhaitent et peuvent s'engager. Ces avant-gardes ont donc vocation à avoir un effet d'entraînement là où l'Europe à 27 ne souhaite pas ou n'a pas la capacité de s'engager.

Nous souhaitons que la France s'engage dans cette voie et sollicite ses partenaires, à commencer par l'Allemagne, afin de mettre en place des avant-gardes d'Etats pionniers.

Nous pensons que ces initiatives pourraient tout particulièrement favoriser l'émergence de champions et de grands projets industriels européens notamment dans le domaine de l'énergie, des transports ou encore de la défense.

Par exemple, nous pourrions proposer la création d'un acteur ferroviaire européen disposant d'une taille critique et apte à jouer un rôle sur tous les marchés émergents. Ou la mise en place d'une centrale européenne d'achat du gaz, afin que l'Europe ait une vraie force de négociation face à ses fournisseurs.

5. La défense des frontières de l'Europe

► Mieux contrôler Schengen

Nous avons déjà fait des propositions pour mieux contrôler les frontières de l'espace Schengen : un Etat qui ne respecte pas ses obligations doit être sanctionné. Sa participation doit être suspendue, sans remettre en cause le fonctionnement du reste de l'espace Schengen.

► Des frontières définies

Les frontières de l'Europe doivent être clairement définies. Nous souhaitons donc poursuivre les processus d'adhésion engagés avec les pays des Balkans. En revanche, nous restons opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

2. ETRE A LA POINTE DU COMBAT POUR UNE MONDIALISATION EQUITABLE

1. Une politique de codéveloppement solidaire

La France est l'un des plus grands contributeurs à l'aide publique au développement : nous sommes le 4^{ème} plus gros donateur du monde en volume, le 2^{ème} du G8, si l'on rapporte notre effort au PIB. 60% de cette aide publique au développement vise l'Afrique. La France est en effet très engagée pour accompagner le développement et la démocratisation des pays africains, face aux bouleversements géopolitiques, économiques et climatiques. Nous comptons poursuivre cet effort lors du prochain quinquennat.

► **Faire de la coopération technique internationale un axe majeur de notre politique étrangère**

Nous souhaitons aider les pays les moins développés à élever leur niveau de vie par une politique de codéveloppement solidaire, c'est-à-dire des transferts de compétences et de technologies.

Nous voulons notamment renforcer la capacité française en matière de coopération technique internationale et en faire un axe majeur de notre politique étrangère. Cela passe d'une part, par un rôle accru de l'Agence française du développement et, d'autre part, par une fusion de la vingtaine d'opérateurs qui dépendent aujourd'hui des différents ministères au sein d'une seule et unique agence de coopération technique internationale. Cette agence serait capable de mobiliser l'excellence française dans tous les domaines, sous la tutelle du ministère des Affaires Etrangères.

► **Transmettre nos savoir-faire aux pays les moins avancés**

Nous faciliterons la mise à disposition de Français compétents au service d'entreprises des pays les moins avancés, notamment grâce à la mise en place de « VIE Seniors » (Volontariat International en Entreprise) destinés à des salariés expérimentés qui pourront ainsi contribuer au rayonnement de la France et au développement des relations économiques.

► **Former les hauts potentiels du monde entier**

Nous souhaitons que des étrangers à haut potentiel continuent à venir en France pour se former, acquérir des compétences, tout en contribuant à l'économie française, et participer à terme au développement économique de leur pays d'origine. Dans cette perspective, nous voulons créer un contrat à durée déterminée spécifique en lien avec la carte bleue européenne avec un volet formation important.

► **Instaurer une taxe sur les transactions financières**

Enfin, nous souhaitons que soit mise en place une taxation sur les transactions financières qui contribuerait à financer le développement économique et social des pays les moins avancés et la lutte contre le changement climatique.

2. La France à l'initiative pour une meilleure gouvernance mondiale

► **Poursuivre les avancées du G20**

Le G20, en particulier lors de la présidence française, a permis de prendre de nombreuses mesures en faveur de la stabilité du système financier mondial : régulation des activités financières et des règles d'attribution des bonus des traders ; mise en place d'un véritable système monétaire international ; réduction de la volatilité des prix des matières premières, notamment agricoles...

Nous souhaitons que, dans le cadre du G20, la France poursuive son engagement afin de réduire les grands déséquilibres mondiaux et de mieux coordonner les politiques économiques des vingt plus grandes puissances, représentant 85% de la production mondiale.

► **Fusionner le G8 et le G20**

La France doit aussi travailler à l'émergence d'une gouvernance mondiale plus efficace. Nous vivons encore avec des institutions internationales du milieu du 20^{ème} siècle, largement inadaptées à la situation mondiale actuelle et au développement des échanges internationaux. Le système actuel est dépassé parce qu'il y a trop d'organes spécialisés, sans vision globale, et sans réel pouvoir de décision. Le passage du G8 au G20, sous l'impulsion du président de la République, a été une grande avancée de la gouvernance mondiale. A terme, il faut aller encore plus loin en proposant une fusion du G8 et du G20. Ce nouveau G20 devra devenir une instance formelle, avec un secrétariat permanent pour gagner en réactivité et en efficacité.

► **Réaffirmer l'importance de notre place à l'ONU**

Il est hors de question de fragiliser la voix de la France dans le monde en remettant en cause sa place de membre permanent au conseil de sécurité des Nations Unies et son droit de veto.

3. RENFORCER L'ESPRIT D'AUDACE ET DE CONQUETE

1. Arrimer notre économie au dynamisme de la croissance mondiale

Nous voulons redonner force au « Made in France ». L'objectif pour le prochain quinquennat sera de doubler le nombre de nos PME et ETI exportatrices pour atteindre le chiffre de 200 000. L'export constitue en effet l'un des principaux gisements d'emplois dans les années à venir.

Pour atteindre cet objectif, la politique de réindustrialisation de la France, présentée lors de la 1^{ère} convention, « le rendez-vous du courage » permettra de disposer d'une offre des PME françaises adaptée à la demande des marchés étrangers et plus compétitive.

▸ Des filières associant grands groupes et PME dans tous les secteurs

Nous renouvellerons le principe de patriotisme économique à l'export en constituant dans tous les secteurs des filières structurées associant grands groupes et PME. Pour que les grands groupes bénéficient des soutiens publics à l'export, ils devront contribuer à la mise en place de ces filières, dans le respect des règles européennes.

▸ Une politique de différenciation pour les pays émergents

Dans les relations commerciales de l'Union européenne avec le reste du monde, des règles préférentielles ont été établies pour favoriser les pays dont l'économie était peu développée. Ce principe est juste mais il doit être actualisé en fonction des évolutions économiques. Les pays pauvres d'hier sont parfois devenus les géants d'aujourd'hui.

Nous instaurerons une politique de différenciation dans les relations de la France et de l'UE avec les pays en développement, notamment en matière commerciale, en excluant les principaux pays émergents du bénéfice des droits de douane réduits prévus par le Système de Préférence Généralisé européen.

Nous veillerons à ce que l'aide publique au développement dans les pays émergents puisse avoir des retombées positives pour les entreprises françaises présentes à l'international.

▸ L'outre-mer, à l'avant-garde de la mondialisation

Par son emplacement, par ses atouts économiques et la richesse de sa biodiversité, l'outre-mer est un atout qui favorise l'ouverture sur le monde de notre pays. Nous souhaitons renforcer le développement des coopérations régionales pour augmenter le volume des échanges entre les départements et territoires d'outre-mer et les pays voisins. Cela confortera le développement endogène de ces territoires et contribuera à l'amélioration de notre balance commerciale.

2. Francophonie et Français de l'étranger, deux atouts clés dans la mondialisation

La France dispose de deux atouts essentiels dans la mondialisation. Deux atouts qu'elle doit toujours mieux valoriser : son rayonnement culturel et la communauté française à l'étranger, qui compte près de deux millions de personnes.

Longtemps limitée à des agents publics et à des cadres expatriés, la population des Français établis hors de France reflète aujourd'hui parfaitement l'insertion de la France dans la mondialisation : elle inclut aujourd'hui des entrepreneurs, des salariés d'entreprises étrangères (notamment dans les pays émergents faisant appel aux compétences développées en France), des retraités et un nombre toujours croissant d'étudiants. En facilitant la circulation de ces expatriés entre la France et les pays où ils ont choisi de s'installer (grâce à la simplification des démarches administratives et à la mise en place d'un régime fiscal favorisant le retour en France), l'économie française pourra bénéficier de leur expérience, notamment en ce qui concerne le développement des marchés à l'export.

► Des écoles françaises dans les pays émergents, avec des financements innovants.

Pour faciliter la scolarisation des enfants français à l'étranger et pour favoriser le développement de la francophonie, les établissements scolaires français jouent un rôle considérable. Nous voulons l'accentuer. Nous proposons notamment de développer les implantations de lycées français à l'étranger, particulièrement dans les pays émergents, en s'appuyant sur des partenariats publics privés.

► Une protection sociale adaptée à l'évolution de la communauté française à l'étranger

Concernant la protection sociale, une réforme de la Caisse des Français de l'Etranger apparaît souhaitable et devrait permettre d'adapter un système déjà ancien aux évolutions sociologiques profondes qui ont touché cette population (augmentation du nombre de retraités expatriés notamment).

3. La Défense nationale, garante de la protection des Français et de l'influence de la France dans le monde

Que la France fasse partie du club des cinq puissances qui sont membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ne relève pas du hasard. Être en mesure d'intervenir comme nous l'avons fait en Libye pour venir en aide à un peuple menacé et assurer la défense de nos intérêts n'est pas à la portée de tous les Etats. Notre participation à l'OTAN, notre engagement en faveur d'une défense européenne et le développement de partenariats stratégiques visent à renforcer nos capacités d'intervention dans les opérations extérieures.

► Un effort budgétaire soutenu

Nous nous engageons à soutenir avec force l'effort en faveur de la Défense nationale, qui ne doit pas être une variable d'ajustement budgétaire.

► Un lien armée-Nation renforcé

A l'occasion du « rendez-vous du rassemblement », nous avons présenté plusieurs propositions visant à mettre en place un parcours de citoyenneté, de civisme et de l'esprit de défense. Ce parcours s'articulera tout au long de la vie autour d'évènements structurants, notamment :

- une cérémonie d'entrée dans la vie citoyenne à 18 ans,
- une semaine Défense et Citoyenneté (à la place de l'actuelle journée),
- à terme, un service civique universel et obligatoire pour tous les jeunes Français (hommes et femmes).

Nous souhaitons renforcer la commémoration du 11 novembre, comme journée nationale de la mémoire et du souvenir pour tous les « Morts pour la France » et renforcer la reconnaissance de l'engagement militaire, notamment en faisant inscrire systématiquement sur le monument aux morts des communes les noms des soldats morts en opération.

► Des coopérations européennes dynamiques

Nous soutenons la mise en place de coopérations européennes dynamiques et portées sur des projets concrets pour faire avancer l'Europe de la défense avec nos partenaires capables de s'engager.

► Une stratégie industrielle pour les entreprises de souveraineté

Parce que l'indépendance, l'emploi, la recherche et l'excellence technologique de notre pays dans un domaine stratégique sont en jeu, nous soutenons la définition d'une stratégie industrielle pour les entreprises de souveraineté, au-delà du périmètre de la Défense.

Dans cette perspective, nous proposons la création d'un fonds d'investissement pour ces industries avec un soutien tout particulier aux PME et à la recherche. Ce fonds pourrait être alimenté pour partie par la vente de participations de l'Etat dans le capital des entreprises du domaine. L'Etat resterait actionnaire majoritaire, avec un droit de veto. Il s'agirait de disposer de ressources additionnelles pour financer des actions de recherche et/ou pour protéger le capital de PME-PMI positionnées sur des technologies clés et critiques.